

Entrevue avec Isabelle Perreault

Martin Robert

Grâce à son ouvrage récent, [Nourrir la machine humaine \(2015\)](#), Caroline Durand est reconnue comme la spécialiste de l'histoire politique de la construction des normes associées à la bonne alimentation au Canada. Sa présentation s'inscrira dans une séance sur les politiques du corps dans les années 1960 à 1970. L'historienne abordera la question sociale du point de vue de l'alimentation et de la santé et explorera, plus particulièrement, l'évolution des pratiques de consommation à la lumière de nouvelles exigences normatives associées à la compétence citoyenne. Derrière la panoplie de discours normatifs ciblant avec une intensité nouvelle « le consommateur » de denrées alimentaires et l'enjoignant à cultiver sa santé, on peut lire un projet politique et comprendre comment se réorganise le lien entre l'État et le corps de ses citoyens¹.

Martin Robert : Comment cette idée de communication s'inscrit-elle dans vos recherches ?

Caroline Durand : Le point de départ de mon idée de communication, c'est l'instauration par le gouvernement fédéral en 1973 d'une commission d'enquête, la *Commission de surveillance du prix des produits alimentaires* pour répondre à une pression sociale qui se plaignait de la hausse du coût de la vie. On sort du front commun de 1972, les mouvements sociaux ont des discours extrêmement militants, très radicaux. Le gouvernement fédéral tente de calmer les ardeurs et cette commission d'enquête est une des manières par lesquelles il tente de montrer qu'il se préoccupe de la hausse du coût de la vie. Cette commission a publié une soixantaine de rapports, dont certains s'adressent directement à la population et formulent une série de discours normatifs sur les manières d'être un bon consommateur dans la société de consommation moderne.

Martin Robert : Dans quel contexte économique s'inscrivaient ces revendications ?

Caroline Durand : Il faut souligner l'intensité de la crise économique qui secoue les années 1970 : c'est la plus grave depuis les années 1930, et elle se caractérise à la fois par une forte inflation et par un taux de chômage élevé. C'est ce qui explique l'intensité du mécontentement au sujet du prix des aliments. La radicalisation du mouvement syndical est un autre élément important du contexte. Depuis les années 1960, le syndicalisme est beaucoup plus militant et analyse la situation économique en se fondant sur des théories marxistes qui contestent les fondements du système économique et politique. Je crois que cela joue sur le débat concernant le prix des aliments : certaines analyses de la situation sont irréconciliables parce qu'elles sont fondées sur des idées politiques et économiques opposées. Le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau était contesté par plusieurs acteurs

¹ Cette entrevue a été publiée, à l'origine, sur le blogue [Question sociale et citoyenneté](#). C'est avec l'accord des responsables que ce texte est ici reproduit. Vous trouverez d'ailleurs d'autres entrevues et contributions de ce blogue sur [l'espace qui leur est réservé sur notre site](#).

sociaux et politiques. Pas seulement par les néo-nationalistes québécois, mais aussi par les gens de la gauche, plusieurs manifestant leur déception face à un premier ministre pas aussi progressiste qu'ils l'espéraient — voir par exemple à ce sujet [la thèse de Christo Aivalis](#). Le gouvernement fédéral a donc été vigoureusement interpellé et vertement critiqué au sujet des mesures apportées à la crise. Si on demande au gouvernement fédéral, plutôt qu'aux provinces, d'intervenir sur le prix de l'alimentation, c'est d'abord parce qu'on se souvient qu'il l'a déjà fait en temps de guerre. Durant la Deuxième Guerre mondiale, Ottawa exerçait un contrôle du prix des aliments. Le prix de certains aliments a été contrôlé jusqu'en 1947 et dans quelques cas, jusqu'en 1949. Ensuite, plusieurs organisations qui seraient potentiellement impliquées dans le contrôle du prix des aliments sont nationales (par exemple, la Commission canadienne du blé). Enfin, une partie du commerce des aliments est international et les relations internationales sont de compétence fédérale.

Martin Robert : Envisagez-vous ces travaux comme une histoire de la catégorie de « consommateur » ?

Caroline Durand : Absolument. L'alimentation fait partie de la manière dont, dans le monde moderne, on a une image de ce que c'est qu'un consommateur. Une chose qui m'a frappée jusqu'à maintenant c'est à quel point on distingue très fortement le consommateur du producteur. Par exemple, *La commission de surveillance du prix des produits alimentaires*, quand elle parle des agriculteurs, ces gens-là ne sont que des producteurs. C'est comme si les fermiers ne mangeaient pas. Puis, le consommateur, c'est quelqu'un qui est incapable de faire pousser une tomate ! Je pense qu'en considérant les discours sur l'alimentation de manière plus globale, on voit comment on construisait l'image d'un consommateur comme quelqu'un qui doit se comporter d'une certaine manière.

Martin Robert : Vous mentionnez la dimension de genre dans votre résumé de communication. Quelle place cette dimension prend-elle dans vos réflexions ?

Caroline Durand : Quand on parle d'alimentation, je pense que c'est très difficile de ne pas réfléchir au genre en même temps. Dans l'iconographie, par exemple, quand on voit quelqu'un pousser un panier d'épicerie, c'est une femme, même si dans le texte, on parlera de consommateur, en utilisant toujours le masculin. Quand, par exemple, dans le discours contre-publicitaire, on présente l'image du consommateur crédule, du consommateur à la merci des grandes entreprises, souvent, on va utiliser des exemples de produits qui sont très fréquemment achetés par des femmes. On va toujours critiquer les publicités de produits de beauté, par exemple, dans le journal *Protégez-vous*. Les publicités pour les polices d'assurance ou les automobiles sont moins souvent utilisées comme exemples.

Martin Robert : Pouvez-vous nous parler davantage des études sur l'alimentation ou « food studies » comme champ de recherche en histoire ?

Caroline Durand : On peut le définir comme un champ de recherche pluridisciplinaire, dans lequel l'histoire occupe une place assez importante, mais où beaucoup de chercheurs proviennent de l'anthropologie, de la sociologie, des études littéraires, des études culturelles... L'anthropologie comme discipline s'est intéressée aux manières dont se nourrissent les êtres humains. Depuis que les anthropologues savent qu'ils sont des anthropologues, ils font des études sur l'alimentation. C'est seulement qu'ils n'ont pas nécessairement hissé un drapeau pour dire : « On fait des études sur l'alimentation ». Puisque l'alimentation fait partie du fait humain et qu'elle est au cœur de tellement d'aspects de

l'organisation sociale, les anthropologues ont été importants dans l'élaboration des bases théoriques et méthodologiques des « food studies ». Depuis les années 1970, l'intérêt pour l'alimentation s'est vraiment diversifié, auprès de gens de toutes sortes de disciplines des sciences humaines, mais aussi des personnes en sciences politiques qui étudient l'alimentation à des niveaux qui vont du local au global. Je trouve qu'aux États-Unis, par exemple, il y a beaucoup de travaux qui portent un regard critique sur les conseils sur l'alimentation. Je pense par exemple à une chercheuse américaine qui s'appelle [Charlotte Biltekoff](#), qui a publié l'ouvrage *Eating Right in America* qui établit des liens entre la politique américaine et les discours sur la saine alimentation, par exemple dans les campagnes contre l'obésité.

Il y a tous ces discours qui entretiennent la honte, la culpabilité de ne pas avoir un corps qui entre dans un certain gabarit. Cela fait aussi partie de l'image du citoyen, de la personne moderne. Si l'on s'inquiète tant de l'épidémie d'obésité pour des raisons de santé, c'est entre autres parce que souvent, on va faire des calculs sur combien cela coûte au système. Il y a une certaine rationalisation de la santé et de la maladie qui entre en ligne de compte dans cette lutte au surpoids et à d'autres maladies comme le diabète, etc. Tous les préjugés que la société entretient envers les personnes dont le corps ne convient pas à l'idéal, c'est aussi une manière de demander à propos de ces gens-là qui ont une apparence différente, qui ont des formes différentes, si on peut vraiment leur faire confiance, si ce sont de bons travailleurs, s'ils n'étaient pas un peu paresseux ? On entretient une espèce de suspicion, que je trouve assez malsaine. Il y a tout un mouvement qui essaie de contrer cela, différents groupes de gens qui critiquent ce genre de perspectives.

Martin Robert : Je suppose que vos recherches font aussi intervenir le concept de classes sociales ?

Caroline Durand : Oui, tout à fait. Les pratiques alimentaires diffèrent énormément d'une classe sociale à l'autre. Et les personnes qui ont la légitimité de donner des conseils les adressent à des personnes d'une classe sociale qui n'est souvent pas la leur. Les médecins se sentent bien placés pour dire aux gens sur l'aide sociale quoi manger. Le contraire n'est pas vrai. Il y a définitivement une direction dans ces courants d'idées qui est liée de toutes sortes de manières aux classes sociales.

Martin Robert : À quel point la notion de responsabilité individuelle est-elle importante dans ces discours ?

Caroline Durand : Les gens qui vont donner des conseils sur l'alimentation vont souvent dire que c'est la responsabilité de chaque personne de faire des bons choix. Tous les choix seraient toujours possibles pour tout le monde. En essayant de convaincre les gens que tout n'est qu'une question de choix individuels, on essaie de minimiser l'importance de la pauvreté, puis de faire de la solution au problème une question de décisions individuelles. La figure du consommateur moderne sert aussi à faire cela. Dans les années 1970, quand on présente aux gens un panier d'épicerie idéal, à la fois économique et sain, on leur dit : « maintenant vous avez l'outil, vous n'avez pas d'excuse, faites de bons choix. » On ne parle pas du salaire, des conditions matérielles d'existence, du prix du logement qui vient gruger le budget pour l'alimentation, etc. Il y a tous ces autres aspects que les syndicats, les groupes sociaux et communautaires, les militants vont souligner, en disant : « Même si on a les outils, on est encore pauvres. Les outils ne nous donnent pas un meilleur statut économique. » Les conseils

sur l'alimentation font aussi à leur manière la promotion de l'individualisme du citoyen, pour essayer de marginaliser les solutions plus collectives.

Martin Robert : Voyez-vous un lien entre vos recherches sur l'histoire de l'alimentation et les études en histoire du corps ?

Caroline Durand : Je trouve très intéressant, surtout dans l'iconographie, de voir comment on représente le corps dans la littérature sur l'alimentation. Quand est-ce qu'on montre quelqu'un de gras ou quelqu'un de mince, quand est-ce qu'on montre un homme, une femme, comment définit-on la santé ? L'histoire du corps m'inspire beaucoup pour réfléchir à ces questions. Qu'on pense à la place des sens dans la littérature sur la cuisine. Quand on parle de l'alimentation, on parle de quelque chose qui sollicite tous les sens, on voit les aliments, on les goûte, on les sent, on en apprécie la texture au toucher... Mais il y a certaines expériences sensorielles qui sont plus importantes que d'autres à certaines époques quand on parle d'alimentation. Étrangement, la place de l'odorat n'est pas souvent quelque chose qu'on peut saisir. On ne parle pas souvent de l'odeur des aliments, l'odeur d'un plat qui mijote, les odeurs qu'on rencontre dans notre supermarché... Je lisais un livre de cuisine écrit par des religieuses à la fin du XIX^e siècle qui donnait des conseils sur l'achat de la viande et les façons de savoir si elle est fraîche. On parlait de l'odeur. En 1970, on met des dates et on emballe la viande dans de la pellicule plastique. L'importance de l'odorat, je pense que c'est quelque chose qui a beaucoup changé. D'un autre côté, la vue est clairement importante dans la manière dont on apprécie les aliments. On peut penser au phénomène des gens qui prennent les plats en photo, puis qui les exposent sur différentes plateformes de médias sociaux, c'est incroyable ! L'apparence des aliments est devenue très importante. Je pense que la hiérarchisation des sens dit quelque chose de la manière dont on conçoit le corps dans la modernité.